In Situ
Revue des patrimoines

6 | 2005
**Patrimoine en situation : l'Inventaire général entre
histoire et prospective**

Briançon, ville neuve

Elisabeth Sauze

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/8555>

DOI : 10.4000/insitu.8555

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Elisabeth Sauze, « Briançon, ville neuve », *In Situ* [En ligne], 6 | 2005, mis en ligne le 15 mai 2012, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/8555> ; DOI : 10.4000/insitu.8555

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Briançon, ville neuve

Elisabeth Sauze

- ¹ La « plus haute ville d'Europe »¹, comme s'intitule elle-même la petite cité qui domine, de ses 1345 m d'altitude, le confluent de la Durance, de la Guisane et de la Cerveyrette, étonne d'abord le visiteur par son site d'acropole, d'autant plus remarquable que les autres villes alpines occupent plutôt des terrains moins accidentés, plateaux, terrasses alluviales ou coteaux de faible inclinaison. A Briançon, il s'agit d'un piton rocheux qui barre le verrou glaciaire à l'extrémité sud du plus haut bassin de la Durance, immédiatement sous le col du Montgenèvre.

Figure 1

Briançon. Vue aérienne de la ville

Phot. Inv. M. Heller © Inventaire général, ADAGP, 1992

- 2 Cette position domine la cuvette de confluence, le meilleur terroir agricole du Briançonnais, et contrôle l'un des principaux nœuds routiers du département, où la grande route de Turin à Avignon, héritière de l'antique *via Domitia*, bifurque à l'ouest vers Grenoble (par le col du Lautaret) et vers la Savoie (par le col du Galibier), à l'est vers le Queyras (par le col de l'Isoard) (**fig. n° 1**).
- 3 Le calcaire triasique du verrou de Briançon forme un gradin dans lequel l'érosion glaciaire a découpé une série de bosses. La ville occupe la moins élevée de ces bosses vers l'ouest, ses flancs est et sud tombent à pic dans la gorge étroite de la Durance. Les autres versants rejoignent au nord le col qui sépare le piton de la montagne de la Croix de Toulouse, à l'ouest le pied de cette montagne au profil adouci jusqu'aux bords de la Guisane et de la Durance. Délaissant le côté nord, étroit et inconfortable, et les côtés est et sud, impraticables, l'agglomération s'étale, au milieu du côté ouest, sur une bande de terrain grossièrement rectangulaire, limitée par deux ruptures de pente. En amont, un glaci rocheux très abrupt sert de piédestal au fort, héritier de l'ancien château delphinal, qui couronne le piton. Vers l'aval, les escarpements du front bastionné des XVII^e et XVIII^e siècles ont remplacé un talus naturel, qui surplombait jadis les jardins de la ville. Entre ces à-pics, le sol même de la ville est loin d'être plat. Du nord au sud, la déclivité, à peu près régulière, atteint 20 %. D'ouest en est, si l'on fait abstraction du remblai de 2 à 3 m d'épaisseur des bastions, elle reste faible (moins de 1 %) sur 80 à 100 m de largeur avant de remonter violemment vers le fort.

Figure 2

Plan de la ville de Briançon et de ses abords d'après le plan cadastral de 1975
Plan N. Pégand-E. Sauze © Inventaire général, ADAGP, 2005

- 4 Sur des pentes aussi vigoureuses, on pourrait attendre un plan en éventail, avec des rues parallèles aux courbes de niveau, reliées par des traverses en escalier, comme on en voit dans certaines agglomérations provençales. Il n'en est rien. Briançon aligne ses rues selon une trame orthogonale dont l'axe principal descend droit² du nord au sud, parcouru sur toute sa longueur par un canal central appelé Grande Gargouille. Seuls quelques îlots de la frange orientale, accrochés aux pentes très brutales du fort, ont adopté un tracé marqué par le relief. La bordure occidentale, formée d'un seul alignement de maisons interrompu en deux endroits par la collégiale et par la rue Porte Méane, suit également la courbe naturelle de la rupture de pente sur laquelle était jadis établi le mur d'enceinte. A l'intérieur du périmètre ainsi défini, le parcellaire obéit à un quadrillage, ordonné par trois rues presque parallèles et une dizaine de ruelles transversales ou traverses (**fig. n° 2**).
- 5 Ce plan régulier rompt avec les habitudes locales en matière d'urbanisme - si l'on peut ainsi qualifier la rareté des agglomérations planifiées du Briançonnais et d'une grande partie des Alpes du sud³. Quelques-unes, comme Le Monêtier, trouvent un semblant d'organisation dans la route qui les traverse et qui a suscité quelques alignements de maisons mitoyennes. Partout ailleurs, villages et hameaux juxtaposent sans planification apparente bâtiments, jardins et espaces de circulation. Le cas de Briançon pose donc un problème : à quelle époque et dans quelles circonstances y a-t-on adopté et mis en œuvre ce véritable plan d'urbanisme ?
- 6 Des auteurs qui ont traité de l'histoire de Briançon, les plus anciens, comme Antoine Froment et Joseph Roman⁴, ont, volontairement ou pas, éludé la question. Le premier

située expressément l'agglomération antique au nord de la ville, entre le cimetière et les Salettes, avec un temple de Mercure à l'emplacement de l'actuelle place du Temple, et rapporte que « il y en a qui tiennent que certain empereur, possible Gratian, avoit du depuis fait changer ceste ville du Lieu-raz (ainsi ores appelé et labourable, où voirement en fossoyant on trouve comme une ville enterrée, des fondemens, grottesques et vieilles mesures dans terre et des anciennes médailles fort belles, mais de bas Empire), icy »⁵.

- 7 Plus récemment, dans sa thèse de géographie urbaine consacrée à Briançon, Henry Petiot imagine un déplacement de l'habitat au début du Moyen Age et la formation d'une nouvelle agglomération à cheval sur le Champ de Mars et sur la partie de la ville actuelle située au nord de la place du Temple. Il place la porte Méane (c'est-à-dire du milieu) à l'endroit où se trouve aujourd'hui celle de Pignerol et trace les contours d'une enceinte fortifiée qui laisserait à l'extérieur deux faubourgs, l'un sur le Champ de Mars, l'autre au quartier de Castres, sous le château. Le remodelage du tissu urbain, amputé de sa partie septentrionale et allongé vers le sud selon une trame orthogonale, serait la conséquence de l'incendie de 1692, qui détruisit la totalité de la ville. L'auteur établit même un rapport direct entre la reconstruction urbaine et les travaux de fortification de Vauban⁶.
- 8 Enfin Jacqueline Routier, auteur d'une autre monographie consacrée à Briançon, reprend avec quelques nuances la thèse de H. Petiot⁷. Mais elle attribue la reconstruction à un plan régulateur qui aurait été donné par le sieur de Peyrins, ingénieur, sur la demande du connétable de Lesdiguières, gouverneur du Dauphiné, après l'incendie catastrophique de 1624.
- 9 L'enquête menée par le service régional de l'Inventaire a été l'occasion de reprendre le problème de fond. Aucun des auteurs précités n'a utilisé les archives de la ville, si ce n'est quelques pièces isolées de leur contexte et détournées de leur signification. L'examen attentif des sources permet pourtant de réfuter sans appel leurs hypothèses et de retracer avec quelque détail l'évolution topographique de l'agglomération. L'ordre suivi par cet examen est, conformément à la démarche de recherche, régressif. L'exposé qui suit remontera donc le temps, depuis la reconstruction de 1692, dont nous avons le résultat sous les yeux, jusqu'aux origines de l'agglomération.

Les reconstructions de la ville moderne

L'incendie de 1692

- 10 Le 26 janvier 1692, le feu prit - par malveillance, selon certaines rumeurs - dans une maison à l'angle de la Grande rue et de l'actuelle rue du Pont d'Asfeld. Propagé par un vent violent en moins de trois heures à l'ensemble de la ville, il n'épargna rien. Nous le savons par un rapport d'expertise dressé le 18 février 1692, dix jours après le début du sinistre, c'est-à-dire dès qu'il fut possible d'approcher les ruines⁸.

Figure 3

Briançon. Restitution du parcellaire urbain d'après le rapport d'expertise de 1692. 1. Porte de Pignerol. 2. Porte de France. 3. Porte de Provence. 4. Tour de l'horloge. 5. Tribunal. 6. Halle. 7. Couvent des Ursulines. 8. Bailliage. 9. Hôpital. 10. Ecole. 11. Chapelle des Pénitents. 12. Couvent des Cordeliers. 13. Son du Serre

Plan N. Pégand-E. Sauze © Inventaire général, ADAGP, 2005

- 11 Les experts ont parcouru chaque rue, décrit chaque maison en indiquant sa superficie au sol, le nombre de ses étages et l'état de ce qui en restait. L'extrême précision du document permet de reconstituer le parcellaire de la ville (identique à celui que figure le plan cadastral de 1840), et de cartographier les dégâts occasionnés par le feu (**fig. n° 3**).
- 12 Ce que confirment les actes des notaires briançonnais relatifs à la reconstruction⁹. Ce que montre aussi la vue de Briançon peinte en arrière-plan du tableau de saint Nicolas conservé dans la collégiale, peinture non datée mais assurément antérieure à la destruction, quelques mois avant l'incendie, de l'ancienne église paroissiale située hors les murs. La ville avait alors la même étendue qu'aujourd'hui, la même organisation interne et quasiment le même volume, avec des maisons hautes de 4 à 7 étages. Quant aux modes de construction, hormis les couvertures, où la tôle a remplacé le bardeau, ils étaient ceux que l'on peut voir encore : maçonnerie de blocage enduit à chaux et sable pour le gros œuvre (murs, voûtes des soubassements et des rez-de-chaussée, escaliers à volées parallèles), charpente et plâtre pour les cloisons et les planchers, charpente seule pour les hauts toits à croupes qui continuaient à servir d'entrepôt pour le foin, la paille et le bois nécessaire à la cuisine.
- 13 Il n'existe en revanche aucun plan d'alignement, aucun règlement d'urbanisme destiné à guider la reconstruction et à modifier la structure de la ville à cette date. Les ingénieurs du roi qui ont, à la même époque, bouleversé les proches alentours en renforçant le front bastionné et en détruisant la vieille église paroissiale n'ont pas touché au tissu urbain : le

plan de la ville n'est pas transformé à l'occasion de la reconstruction qui suit l'incendie de 1692. Cependant les édiles ont, pour leur part, essayé de reprendre l'élargissement des voies publiques préconisé après l'incendie de 1624 et amorcé par leurs prédécesseurs. Avec un succès mitigé : les modestes reculs obtenus ont dû être subventionnés¹⁰ et le résultat apparaît bien inégal, comme on peut en juger par un rapport d'expertise de 1729 qui enregistre une variation de 7 pieds 4 pouces à 10 pieds, loin des 12 pieds réglementaires, de la largeur de la rue du Pont d'Asfeld derrière le couvent des Récollets¹¹.

- 14 Il serait vain de chercher à mesurer l'impact de ces mesures de réaligement en comparant les superficies des parcelles en 1840 (cadastre napoléonien) et en 1692. En excluant les deux îlots de la bordure nord-ouest, considérablement modifiés par l'insertion de la collégiale¹², et trois îlots du quartier de Roche, affectés par d'importantes démolitions, la superficie bâtie globale accuse en revanche, pour un nombre de parcelles identique, une hausse de 5,5 % entre les deux dates. Cette différence n'affecte pas également tous les îlots. Quelques-uns, en bordure de la Grande rue, paraissent avoir rétréci dans des proportions très inégales (de 3 à 12 %), alors que tous les autres ont grandi de manière tout aussi inégale (de 1 à 18 %). La répartition de ces disparités suggère l'utilisation, en 1692, d'un mode de calcul selon une « surface corrigée », qui tiendrait compte du nombre d'étages au-dessus du sol, plus important et plus précoce le long des voies principales qu'ailleurs.

L'incendie de 1624

- 15 De l'incendie du 1^{er} décembre 1624 qui anéantit les quatre cinquièmes de la ville, nous avons des témoignages directs : témoignages officiels des notables locaux et des commissaires députés par la Chambre des comptes du Dauphiné¹³, témoignage spontané d'un habitant, Antoine Froment, alors étudiant et promis à une carrière d'avocat au parlement de Grenoble¹⁴. Le rapport des experts dressé quelques mois après, succinct et globalisant, nous apprend peu de choses et les récits des témoins, malgré leur proximité, guère davantage. Tout juste savons-nous que le feu a épargné deux îlots et la moitié d'un troisième entre la Porte de Pignerol, la Grande rue et la place du Temple. On ne trouve aucune trace d'un plan régulateur imposé par les autorités après la catastrophe. L'ordonnance rendue le 13 avril 1625 par le sieur de Peyrins, ingénieur mandaté par le connétable de Lesdiguières, prescrit bien d'élargir la Grande Rue à 18 pieds (= 6 m) au moins, la place du Temple à 4 toises (= 8 m) et les autres rues à 12 pieds (= 4 m), mais n'évoque en aucune manière la création d'un quartier nouveau ou la refonte du plan de l'agglomération¹⁵. De plus ce texte n'a jamais été appliqué : la largeur de la Grande rue varie actuellement de 2,25 à 3,50 m, celle des autres rues de 1,50 à 3 m, celle des traverses de 1 à 2,50 m. En vain les consuls ont-ils tenté de faire respecter les alignements prescrits à des propriétaires qui n'entendaient pas perdre un pouce de terrain. Le 17 mai 1625, Jean Colaud, notaire et arpenteur, constate deux infractions. L'une d'elles concerne la maison qui fait l'angle de la ruelle du Temple (actuelle rue du Docteur Vagnat) et de la rue du Temple (actuelle rue Commandant Carlhan). L'édifice n'a subi qu'un léger dommage à la toiture. Son propriétaire, le marchand Hippolyte Blais, a fait réparer avant même la publication de l'ordonnance et n'entend pas refaire des élévations intactes. Une sentence judiciaire rendue le 3 juillet suivant lui donne tort du côté de la rue, mais raison du côté de la ruelle. En 1632, Claude Monnier, nouvel acquéreur de l'immeuble, se voit sommé d'opérer le recul (qui n'a donc pas été fait) de la façade du côté de la rue, mais aussi du

côté de la ruelle à l'occasion de la reconstruction entreprise par son voisin. Les consuls semblent, dans cette affaire, avoir fini par l'emporter moyennant une importante compensation financière¹⁶. Mais pour une cause gagnée, combien de perdues ! A la même date, Jean Jordan, procureur au baillage, reconstruit sa maison de la Grande rue en respectant l'alignement demandé, mais refuse de la céder pour ouvrir une nouvelle rue qui prolongerait la ruelle du Temple vers le château¹⁷. Cette rue ne sera jamais réalisée. Mais une autre a été percée près de l'hôpital, pour relier plus commodément la Grande rue au couvent des Cordeliers.

- ¹⁶ En fait, le faible nombre des litiges documentés montre que les consuls de Briançon n'ont pas dû dépenser beaucoup d'énergie pour obliger leurs concitoyens à appliquer un règlement trop draconien. Le seul article réellement exécuté de l'ordonnance de 1624 touche la suppression des étages qui enjambent la rue¹⁸, des encorbellements et des avancées pratiquées, à l'origine, sous des avant-soliers ou porches publics¹⁹. Encore a-t-il fallu plusieurs décennies de patience. En 1650, le lieutenant-gouverneur de la ville dénonce, entre autres infractions à la réglementation contre les incendies que « quelques-uns ont des avancées à leurs maisons tout à fait pourries et qui menacent ruines »²⁰. Jusqu'en 1692, la maison située à l'entrée de la Grande rue, contre la Porte de Pignerol, gardera trois étages construits au-dessus de la rue²¹.
- ¹⁷ Même si, à un endroit ou un autre, les édiles de Briançon ont réussi à faire respecter le règlement de 1624, ces modestes reculs d'alignement n'ont que peu contribué à la trame parcellaire actuelle. Celle-ci est, on va le voir, beaucoup plus ancienne.

Le cadastre de 1539

- ¹⁸ Les archives n'ont pas gardé mémoire d'autres sinistres d'ampleur comparable²².

Figure 4

Briançon. Restitution du parcellaire urbain d'après le cadastre de 1539. 1. Porte supérieure. 2. Porte Méane. 3. Porte inférieure. 4. Tribunal. 5. Four. 6. Grande halle. 7. Petite halle. 8. Poids du Roi. 9. Son du Serre. 10. Couvent des Cordeliers. 11. Chapelle

Plan N. Pégand-E. Sauze © Inventaire général, ADAGP, 2005

- 19 Le plus récent cadastre conservé date de 1539²³ (**fig. n° 4**). Le cadastre de 1539 a été confectionné et conservé avec un soin particulier. Il détaille pour toutes les parcelles bâties, la superficie estimée au 1/12^e de bâton²⁴ près (soit 0,35 m²) et tous les confronts avec leur orientation. La restitution du parcellaire est donc possible. La principale difficulté de cette opération concerne les deux îlots du pied de la ville qui occupaient l'actuelle place Médecin-général Blanchard, composés de jardins et de petites maisons qui ont, dans le courant du XVII^e siècle, cédé la place au couvent des ursulines. Les plans contenus dans les projets de refonte des fortifications de la ville à partir de 1690²⁵, à une époque où, à côté des bâtiments du couvent, subsistaient quelques maisonnettes et des éléments de la voirie, ont ici fourni les contours et les principaux axes du parcellaire. La superficie bâtie intra-muros est dans l'ensemble plus importante qu'en 1692 de manière globale, mais, dans le détail, on trouve quatre îlots densément occupés.

Figure 5

Une cucullière de Briangon au milieu du XVI^e siècle (A.D.L. J 500)

Vue cavalière de Briançon au milieu du XVI^e siècle, dessin à la plume

Archives départementales de l'Isère, cote J. 500

- 20 L'un d'eux, au quartier de Roche, comptait effectivement des jardins qui ont été par la suite construits. Pour un autre, la différence pourrait provenir de la construction d'annexes en cœur d'îlot, mais reste inexplicable pour les deux autres, sauf à supposer des empiètements sur les rues adjacentes tout à fait contraires au règlement de 1624. Pour tous les autres îlots, la moindre superficie bâtie en 1692, très inégale, correspond probablement, au moins en partie, au réalignement imposé ; mais elle atteint, dans plusieurs d'entre eux, notamment ceux de l'auditoire de justice²⁶ et de l'hôpital²⁷, des proportions (jusqu'à 27 %) qui traduisent peut-être une prise en compte des étages (**fig. n° 5**).
- 21 En dehors de la ville close existent deux petits faubourgs, l'un sous la porte Méane, formé de quelques maisons éparses, l'autre groupé devant la porte supérieure, le Chastelet. Il faut renoncer à restituer ces deux quartiers, qui ont été rasés à la fin du XVI^e siècle lors de l'établissement du front bastionné et dont il n'existe aucune représentation. Pour une raison inconnue ils ont été omis sur la vue cavalière de Briançon dessinée au milieu du XVI^e siècle²⁸, qui donne en revanche une image très nette, quoique schématique, du bourg enfermé dans ses murs et traversé par la Grande Gargouille, du château qui le domine et de l'église restée à l'écart, au bord de la route du Montgenèvre.

21 En dehors de la ville close existent deux petits faubourgs, l'un sous la porte Méane, formé de quelques maisons éparses, l'autre groupé devant la porte supérieure, le Chastelet. Il faut renoncer à restituer ces deux quartiers, qui ont été rasés à la fin du XVI^e siècle lors de l'établissement du front bastionné et dont il n'existe aucune représentation. Pour une raison inconnue ils ont été omis sur la vue cavalière de Briançon dessinée au milieu du XVI^e siècle²⁸, qui donne en revanche une image très nette, quoique schématique, du bourg enfermé dans ses murs et traversé par la Grande Gargouille, du château qui le domine et de l'église restée à l'écart, au bord de la route du Montgenèvre.

Le cadastre de 1420-1431

- ²² Les 430 feuillets du registre établi entre 1420 et 1431²⁹ - rédigés en latin - donnent peu de précisions dans la localisation et la description des propriétés : nature des fonds

schématisée à l'extrême, aucune superficie indiquée, presque aucun nom de lieu, deux ou trois confronts seulement, sans orientation, par parcelle.

Figure 6

Briançon. Restitution du parcellaire urbain d'après le cadastre de 1420/1431. 1. Porte supérieure. 2. Porte Méane. 3. Porte inférieure. 4. Maison des poids. 5. Four. 6. Tribunal. 7. Halle. 8. Grenier à blé. 9. Hôpital. 10. Couvent des Cordeliers. 11. Son du Serre

Plan N. Pégand-E. Sauze © Inventaire général, ADAGP, 2005

- 23 La valeur cadastrale, proportionnelle à l'étendue de la parcelle, pallie l'absence de celle-ci (fig. n° 6).
- 24 Tel quel, le document autorise néanmoins une restitution du parcellaire, qui présente peu de différences avec celui de 1539 si ce n'est un découpage un peu moins serré et, sur la pente du côté du château, davantage de jardins que de maisons. L'organisation des îlots et le réseau viaire n'ont pas changé entre les deux dates, mais il est certain que le bâti était, au XVe siècle, beaucoup moins haut. Les descriptions contenues dans quatre actes de 1499, trois partages et un bail en location, nous renseignent à ce sujet : une première maison, située entre la rue Mercerie et le mur d'enceinte, derrière la halle, comprenait deux étages au-dessus du rez-de-chaussée ; une deuxième, entre la Grande rue et la place des Cordeliers, un rez-de-chaussée ouvert sur la place des Cordeliers (cellier) et sur la Grande rue (boutique) et au moins un étage carré ; une troisième, proche de la première, une étable et un cellier en rez-de-chaussée, une cuisine et deux chambres au-dessus ; la quatrième, à l'angle supérieur de la Grande rue et de la halle (actuel tribunal) avait deux étages sur le rez-de-chaussée³⁰. Cet échantillon court, mais suggestif, permet de supposer que la ville du XVe siècle ne dépassait pas deux à trois étages en élévation.

Le terrier de 1343-44

- 25 Il subsiste à Briançon des éléments d'un cadastre établi en 1343-44 dont le cadastre de 1420/1431 nous a transmis le sommaire et la date. Le fragment conservé contient les cotes de 12 propriétaires sur 171, par surcroît presque tous logés dans les hameaux de Pont-de-Cervière et du Fontenil, donc hors la ville³¹. Les archives de la ville contiennent pour 1343 et 1344, des reconnaissances de biens tenus sous la directe du dauphin et soumis au paiement d'un cens³². Bien que complets, ces textes ne fournissent que des données partielles, en effet, la liste des propriétaires cités prouve que la censive, à cette date, recouvrait à peine un tiers des maisons. On peut encore glaner quelques informations dans les comptes trésoraires de 1344 à 1355³³ et dans quelques résumés d'actes notariés entre 1330 et 1422³⁴.
- 26 Il n'est pas question, ici, de dessiner, même schématiquement, le parcellaire. En revanche, la confrontation des informations fournies avec celles du cadastre de 1420/1431 montre une remarquable permanence du cadre topographique. Le bourg de Briançon apparaît dans son entier, avec son mur d'enceinte (*barrios* ou *Amparas*) percé de trois portes (*porta Superior*, *porta Meana* et *porta Inferior*), la Grande rue (*Carrerria*) jalonnée par trois fontaines ou *tourons*, la rue Méane (*Rua Meana*). Les quatre quartiers de la ville sont là : le quartier de Roche (*de Rupe*), ainsi nommé parce qu'il s'accroche au bas du versant le plus abrupt et le plus rocailleux du piton ; le quartier alors appelé du Serre (*de Serro*), qui prendra peu de temps après le nom de Castre à cause de sa situation immédiatement sous le *castrum* et où se trouve le Son du Serre, petit beffroi destiné à sonner l'alarme ; le quartier du Temple (*de Templo*), qui doit son nom à l'ordre militaire qui y posséda une maison³⁵ ; le quartier des Merceries (*Mercerias*), où se dresse la halle du marché (*domus mercati* ou *domus fori*). On peut aussi localiser le four, la maison delphinale (*Curia*, *domus ponderis*) où sont exposés les étalons des mesures légales, la *casana* ou maison des banquiers lombards, une maison dite *la Chabraria*. La ville est pleine et, déjà, quelques maisons occupent les abords de la porte supérieure. En dépit des lacunes et des imprécisions, l'agglomération ressemble trop à celle de 1420/1431 pour qu'on puisse imaginer, en l'espace de moins d'un siècle, des modifications profondes de sa structure. Les seuls travaux d'envergure concernent, en 1345, le canal appelé la Grande Gargouille, qui, dérivé de la Guisane, avait pour principale fonction la lutte contre les incendies urbains³⁶ et, dans les années 1380, le couvent des cordeliers, installé au quartier de Roche.
- 27 La conclusion s'impose : le plan régulier de Briançon ne vient pas d'un développement ou d'une refonte modernes, il existait déjà au milieu du XIV^e siècle.

Aux origines de Briançon

La ville antique

- 28 L'idée a été avancée par quelques-uns que le plan de la ville aurait gardé des traits du carroyage antique (fig. n° 7). On trouve effectivement mention de Brigantio ou Brigantium dans les ouvrages des géographes (Strabon, Ptolémée, Ammien Marcellin), dans les itinéraires (gobelets de Vicarello, Itinéraire d'Antonin, table de Peutinger, itinéraire de Bordeaux à Jérusalem), dans les inscriptions de la Turbie et de Gap³⁷.

Figure 7

Briançon. Le château et la ville vus du fort des Salettes, au nord-est

Phot. Inv. M. Heller © Inventaire général, ADAGP, 1988

- 29 De ces nombreuses attestations il ressort que la localité, chef-lieu d'une peuplade indigène (les Brigiani) soumise au I^{er} siècle, constituait une étape importante dans la traversée des Alpes par la route du Montgenèvre, alors la plus fréquentée. Le toponyme, assez répandu en Provence, dérive d'une racine *br-ek d'origine ligure³⁸, passée en gaulois, et suggère l'existence d'un habitat fortifié antérieur à la romanisation.
- 30 De celui-ci, sans doute perché sur le piton qui couronne la ville, les constructions médiévales et modernes ont depuis longtemps fait disparaître la trace. Le sol de la ville, en contrebas, n'a jamais livré le moindre vestige. Il faut donc vraisemblablement chercher le vicus, cité par Strabon et devenu dès I^{er} siècle un municipium, au nord de la ville, sur le coteau que surplombe la Croix de Toulouse, entre l'épaule du fort des Salettes³⁹ et le cimetière. Cette zone agricole en pente douce, abritée du vent et traversée par la route du Montgenèvre, répond bien aux critères de sélection de l'époque en matière d'habitat. Mal connu faute de véritable fouille, l'habitat doit sa localisation à des découvertes fortuites déjà anciennes. Dans la première moitié du XVII^e siècle déjà les substructions et le matériel exhumés par les labours avaient attiré l'attention⁴⁰. On peut rappeler la mise au jour en 1900 de l'hypocauste d'un établissement de bains et, plus récemment, des restes de constructions et d'une nécropole⁴¹. La toponymie confirme cette interprétation. Avant d'être appelé le Léoura (du provençal laourat = labouré) au début du XVI^e siècle, l'endroit répondait à plusieurs dénominations expressives : les Salettes (du bas-latin d'origine germanique sala = habitation), les Mures (du latin murus = mur), le Vas Nerviou (= le tombeau d'Arvioux, peut-être un mausolée ou un sarcophage)⁴².

Le castrum

- 31 Dans la seconde moitié du IV^e siècle, Ammien Marcellin qualifie Briançon de castellum. L'ancien oppidum, comme beaucoup d'autres à cette époque, a dû être réoccupé, au moins temporairement. La présence, sur la bordure occidentale du Léoura, de l'ancienne église paroissiale Notre-Dame (dans l'actuel cimetière) plaide cependant en faveur d'une occupation prolongée et simultanée du vicus. Avant la construction de la collégiale, les Briançonnais devaient, pour assister aux offices, sortir de la ville et traverser le Champ de Mars sur environ 200 m. Cette église, détruite en 1692 dans le cadre des travaux de fortification de la place, était un édifice composite d'environ 35,5 m de longueur et 22 m de largeur hors œuvre⁴³. Les étapes connues de sa réalisation se situent entre 1345 (le porche) et 1611 (le clocher-tour), mais l'emplacement et, peut-être, une partie des fondations, sinon des murs, remontaient vraisemblablement beaucoup plus haut dans le temps, à l'époque où le vicus était encore habité (Ve-VI^e siècle ?).
- 32 Il faut, à cet égard, écarter trois actes du cartulaire du chapitre d'Oulx⁴⁴ qui ont été invoqués pour dater de la fin du XII^e siècle la construction de l'église Notre-Dame. Il s'agit de l'autorisation donnée en 1196 aux chanoines, qui se plaignaient de l'éloignement de la paroisse par temps de neige, de construire près de la porte du castrum, dans une maison leur appartenant, une autre église avec un cimetière⁴⁵. Joseph Roman et Jacqueline Routier n'ont pas hésité à voir dans ces textes l'origine de l'église jadis située devant la ville et à rechercher la paroisse originelle beaucoup plus loin en direction de Montgenèvre, au lieu-dit le Pilon⁴⁶. Cette interprétation des textes suscite pourtant bien des difficultés : pourquoi l'édifice primitif aurait-il été bâti si loin de l'agglomération ? Comment aurait-il pu disparaître sans laisser le moindre souvenir dans la toponymie locale, pourtant bien connue à partir du milieu du XIV^e siècle ? Pourquoi aurait-on bâti la nouvelle église à 200 m de la plus proche porte de la ville et non à côté de celle-ci ?
- 33 L'autorisation de 1196, en fait, ne prévoit nullement le transfert du sanctuaire paroissial, mais seulement l'érection d'une succursale occasionnelle dotée exclusivement du droit de sépulture. Il n'est pas question d'empiéter sur les droits des autres églises, c'est-à-dire la paroisse et les chapelles annexes qui existent déjà dans certains hameaux éloignés⁴⁷. La plainte des chanoines ne porte pas seulement sur la distance, mais aussi sur la difficulté - la pente - du chemin qui relie l'église au castrum. Par ailleurs, l'emplacement prévu, près de la porte, touche la maison canoniale et se situe donc à l'intérieur de l'enceinte castrale. L'agglomération en cause, où les chanoines ont leur résidence à cette date⁴⁸, n'est évidemment pas la ville actuelle qui n'existe pas encore. C'est l'habitat fortifié, le castrum, qui s'est développé autour de la résidence delphinale, sur le sommet du piton, et qui oblige les clercs à effectuer un parcours deux fois plus long et infiniment plus ardu.
- 34 Les premières mentions de ce castrum datent du milieu du XI^e siècle⁴⁹. La fortification et la seigneurie sur cette région de très haute montagne appartiennent alors aux Guigues, ancêtres des dauphins, qui ont fait de Briançon l'un de leurs principaux points d'appui. On ignore si leur château continue le castellum du IV^e siècle. Le seul texte antérieur au XI^e siècle, le testament du patrice Abbon rédigé en 739, ne nous fournit pas le moindre indice en évoquant des propriétés agricoles dispersées dans le pagus Briantinus et la vallis Briancione⁵⁰. Jusqu'à l'extinction de leur dynastie, les comtes-dauphins ont souvent séjourné ici et leur résidence, relayée à partir du XV^e siècle par celle des châtelains, puis des gouverneurs militaires de la place, a progressivement accaparé la plate-forme

sommitale avant d'être rasée en 1841 pour faire place aux bâtiments militaires qu'on y voit aujourd'hui. Le procès-verbal d'une visite effectuée en 1339 nous montre l'édifice composé, à l'intérieur d'une enceinte longue de 245 m, d'une grande tour isolée au centre de sa basse-cour, d'une chapelle dédiée à saint Etienne et de plusieurs corps de logis et bâtiments de service qui donnent à l'ensemble l'allure d'une petite ville. Le castrum, séparé du bourg par tout le versant abrupt du piton, a pour accès, un chemin qui monte, à l'abri d'un mur crénelé, depuis la route du Montgenèvre⁵¹. Il n'y a pas lieu de s'étonner de l'exiguïté de l'habitat fortifié. A cette date, déjà, la population rurale vivait dispersée dans des hameaux sur le vaste territoire qui englobait les actuelles communes de Puy-Saint-Pierre, Puy-Saint-André, Villard-Saint-Pancrace, Cervières et une partie de celle de Val-des-Prés⁵². Le castrum ne regroupait, autour du dauphin, qu'une clientèle restreinte d'hommes d'armes et d'administrateurs, le clergé paroissial et, peut-être, quelques artisans. Le commerce et le roulage étaient très réduits depuis le détournement du trafic routier par le Mont Cenis, mieux surveillé et plus commode pour des voyageurs et des marchands venus de France.

- 35 La chapelle Saint-Etienne serait-elle la succursale autorisée par le pape en 1196 ? Elle ne figure pas sur la vue cavalière du milieu du XVI^e siècle déjà citée. Elle paraît correspondre, par ses dimensions, à la chapelle qu'on voit sur le plan de Langrogne du 14 août 1691⁵³. Mais la situation de celle-ci au centre de l'enceinte, devant la tour, ne convient pas. Il s'agit plus probablement de la capella castris que mentionnent un acte de 1118⁵⁴ et l'inventaire mobilier du château en 1391 sous le vocable de Sainte-Catherine⁵⁵. Il est aussi possible que l'autorisation délivrée en 1196 n'ait jamais servi, faute, pour les chanoines, d'avoir su convaincre ou obliger les habitants de Briançon à faire les frais d'un nouveau sanctuaire, ou encore que l'édifice construit n'ait eu qu'une existence éphémère.

Le bourg

- 36 Jusqu'au XIII^e siècle, les textes - peu nombreux, il est vrai - ne parlent que du castrum, sans faire la moindre allusion à une autre agglomération. Le burgus apparaît en 1228, dans le testament d'un prêtre, héritier d'un lignage de notables qui tint pendant quelques décennies la perception des dîmes de Briançon, d'où son patronyme, Desmier ou Deimier. Parmi les biens légués, on mentionne des droits sur une maison⁵⁶, dans le bourg, près de la porte inférieure. La naissance du bourg qui correspond à la ville que nous avons étudiée plus haut, en contrebas du site du castrum, se situe donc probablement entre 1196 et 1228.
- 37 Cette brusque apparition et la régularité (relative) du plan conduisent à considérer la ville actuelle de Briançon comme une ville nouvelle, développée à l'occasion d'une unique opération d'urbanisme à côté d'une occupation préexistante, probablement pour stimuler le développement des activités commerciales dans un secteur géographique consacré jusqu'alors principalement à l'agriculture et à l'élevage. Ni les archives delphinales, ni celles de la ville n'ont gardé trace d'une charte de fondation et l'opération d'urbanisme pourrait être de peu antérieure à 1228. En effet, la charte de franchise octroyée le 6 octobre 1244 par Guigues VIII encourage tous ses sujets libres à venir s'installer infra castellum et burgum Brianzonii, avec toutefois interdiction de former des associations autres que commerciales⁵⁷.
- 38 Cet aspect de la politique des dauphins de Viennois, qui ont, au fil des siècles, réussi à faire une principauté d'une région disparate et sans unité, n'a pas été suffisamment

souligné par les historiens de la province⁵⁸. Il y a pourtant, dans les Alpes du sud, d'autres exemples de bourgs à plan quadrillé et vocation marchande, comme Guillestre dans le Queyras voisin.

- 39 De multiples textes attestent le succès de l'entreprise et le développement concomitant du bourg et des institutions communales. La communauté des habitants n'a pas encore de représentant permanent lorsqu'elle reçoit, en 1287, du dauphin Humbert I^{er} un règlement de police municipale, mais en 1292, son syndic et ses procureurs négocient avec le prévôt d'Oulx et le dauphin la cession perpétuelle de la perception des dîmes. De 1316 à 1343, on suit les progrès de l'organisation communale à travers les nombreuses chartes de franchise concédées par les dauphins successifs réaffirmant les mêmes droits⁵⁹. Les seules impositions dont les habitants n'aient jamais obtenu l'exonération ou la réduction concernent le commerce. Péages et droits de marché devaient rapporter gros, surtout à l'époque où l'installation de la papauté en Avignon regonfla le trafic au col du Montgenèvre et offrit aux Briançonnais des débouchés nouveaux pour les produits de leur élevage. Le cadastre de 1420/1431 permet de mesurer les effets d'un siècle de croissance urbaine, sans doute interrompu par la récession qui a suivi le retour de la papauté en Italie et les troubles politiques et économiques de la fin du XIV^e siècle. Non seulement la zone lotie, quadrillée par le réseau orthogonal des rues principales et des traverses, a été intégralement et densément bâtie, mais, faute de place, les habitants ont d'abord colonisé les pentes incommodes des quartiers de Castre et de Roche, dont les plus hautes maisons comportent jusqu'à quatre étages de soubassement, puis édifié de petits faubourgs hors les murs, surtout près de la Porte de Pignerol, aux abords du champ de foire, et, dans une moindre mesure, près de la Porte Méane.
- 40 Briançon n'est donc pas un bourg ordinaire, né plus ou moins spontanément à la porte d'un castrum, le long d'une route ou autour d'une église, mais une agglomération nouvelle créée de toutes pièces et dessinée par la volonté conjointe d'un groupe d'hommes. Ce que l'on appelle aujourd'hui Briançon-Vauban, en l'honneur d'un homme célèbre, mais bien peu présent dans l'histoire de la ville, est certes resserré dans le cadre d'une fortification de l'époque moderne, mais est aussi, peut-être surtout, une ville nouvelle du Moyen Âge.

NOTES

1. On trouve cette affirmation déjà chez Antoine Froment, avocat au parlement du Dauphiné et auteur d'un récit de l'incendie de la ville en 1624. **Essais... sur l'incendie de sa patrie la plus haute des villes**. Préface et notes par A. Albert. Grenoble : imp. Edouard Allier, 1868.
2. Ou presque : l'extrémité nord, sur 35 m de longueur, accuse une légère déviation vers l'est pour aboutir à la Porte de Pignerol.
3. Toute la zone de haute montagne, sauf exceptions et sauf le massif du Mercantour, à l'extrémité sud, où les villages sont des groupements compacts de type méditerranéen.
4. Roman, J. **Tableau historique du département des Hautes-Alpes**. Paris-Grenoble, 1887, p. 3-9 ; **Répertoire archéologique du département des Hautes-Alpes**. Paris, 1888, col. 22-26.

5. Froment, A. **Essais ... sur l'incendie de sa patrie la plus haute des villes**. Préface et notes par A. Albert. Grenoble : imp. Edouard Allier, 1868, p. 211.
6. Petiot, H. Briançon, esquisse de géographie urbaine. **Revue de géographie alpine**. 1921, p. 341-456 ; les travaux de fortification, commencés en fait par Langrogne en 1691, ont été poursuivis par ses successeurs, parmi lesquels Vauban n'occupe qu'une place assez réduite.
7. Routier, J. **Briançon à travers l'histoire**. Gap, 1981, p. 108-109, 157-159, 163-166.
8. AC. Briançon, DD 97, cahier de 79 pages numérotées.
9. AD Hautes-Alpes, 1 E 1176 et 1177 (Noël Cheronnier), 1 E 1204 (Antoine Colaud), 1 E 1021 à 1024 (Antoine Brunicard).
10. Par exemple en 1719, allocation de 40 livres à Louis Didier, obligé de reculer de 3 pieds la façade de sa maison sur la rue du Temple reconstruite l'année précédente, AC Briançon, DD 61.
11. AC Briançon, DD 59.
12. Les deux îlots formaient en 1692 un seul alignement ; sept maisons du centre (celles qui bordaient au nord la place du Temple) furent détruites pour faire place à la collégiale construite entre 1703 et 1718.
13. AC Briançon, DD 95.
14. Froment, A. **Essais ... sur l'incendie de sa patrie la plus haute des villes**. Préface et notes par A. Albert. Grenoble : imp. Edouard Allier, 1868 ; le récit, truffé de citations latines et grecques et de longues digressions sur l'histoire et les coutumes locales, se poursuit par une chronique des épidémies et autres événements malheureux qui ont frappé le Briançonnais dans le 2^e quart du XVII^e siècle.
15. AC Briançon, DD 59, pièce 4.
16. AC Briançon, DD 59 ; l'autre côté de la ruelle n'a jamais été modifié, puisqu'on y voit une élévation datée 1574.
17. AC Briançon, DD 59 ; l'autre côté de la ruelle n'a jamais été modifié, puisqu'on y voit une élévation datée 1574.
18. Les édiles n'ont pas attendu cette date pour essayer d'obtenir la suppression des passages couverts ; témoin un procès-verbal dressé le 27 juin 1614 par les consuls, qui constatent l'existence d'un « cabinet de m^e Jan Martin traversant le dessus de la rue du derrière des alles », dont l'ombre favorise la formation du verglas, et ordonnent sa démolition, AC Briançon, DD 59.
19. A titre d'exemple, la plainte déposée le 5 juin 1437 par les syndics contre divers particuliers riverains de la Grande rue, à cause des arcades, étals et piliers qui rétrécissent l'espace public à tel point que les animaux chargés peuvent à peine passer, AC Briançon, DD 57.
20. AC Briançon, DD 60.
21. Maison de Marie Clavière, qui intente procès en 1652 à son voisin pour l'obliger à réparer le mur sur lequel reposent ses étages, AC Briançon, DD 60.
22. Hormis un incendie qui ravagea en 1619 une partie du quartier de Roche ; le feu était pourtant depuis toujours une préoccupation majeure, motif d'un règlement de police rigoureux, de contrôles annuels des cheminées, de gardes spéciales en temps de foire, de la construction du beffroi et du canal de la Grande Gargouille en 1345.
23. AC Briançon, CC 521. Après cette date, on ne trouve plus que des « muanciers » ou registres de mutations, d'utilisation très difficile. Il y eut pourtant au moins un autre cadastre, rédigé en 1626, dont on n'a conservé que le répertoire, AC Briançon, CC 517.
24. Le bâton, mesure locale utilisée avant l'adoption de la toise delphinale, valait 4,80 m².
25. Service Historique de l'Armée de Terre, archives du Génie, Briançon, carton 1, en particulier le *Nouveau projet de fortification pour la ville de Briançon du 24 août 1700* et un plan particulier du *Front des religieuses* (jardin des Ursulines) daté de 1717.
26. Aménagé en 1688 dans l'ancienne maison Ollagnier, AC Briançon, DD 118.
27. Construit en 1635-1636 à l'emplacement de trois maisons, AC Briançon, H 497.
28. AD Isère, J 500.

29. AC Briançon, CC 520. Les onze premiers feuillets, détériorés par l'usure, ne contiennent plus que quelques lambeaux de texte. Du moins les noms des propriétaires manquants sont-ils connus par la liste donnée en fin de volume.
30. AD Hautes-Alpes, 1 E 2112, protocole du notaire Paulet Gondret (seul registre conservé antérieur à la fin du XVI^e siècle), f^o 81 v^o, 142 v^o, 167, 170 v^o.
31. AC Briançon, CC 520.
32. AC Briançon, CC 511 et 512.
33. AC Briançon, CC 1.
34. A.D. Isère, B 3701, 4413 et 4414.
35. Un état des droits du dauphin dressé en 1265 mentionne les parts *quas capiunt dicti Templum et domus Ulcii in pedagio et leyda*, A.D. Isère, B 3700, f^o 41 v^o.
36. AC Briançon, DD 26.
37. Cf. Roman, J. **Dictionnaire topographique du département des Hautes-Alpes**. Paris, 1884, p. 21, et surtout Barruol, G. **Les peuples préromains du sud-est de la Gaule, étude de géographie historique**. Paris, 1969, p. 74-75.
38. Briançon, village déserté sur l'actuelle commune d'Authon (Alpes-de-Haute-Provence), Briançonnet (Alpes-Maritimes), Brégançon, autre village déserté sur l'actuelle commune de Bormes (Var). Cf. Rostaing, Charles. **Essai sur la toponymie de la Provence (depuis les origines jusqu'aux invasions barbares)**. Marseille : Ed. d'Artrey, Laffitte reprints, 1973.
39. Ce fort, construit au XVIII^e siècle, perpétue le nom médiéval du quartier ; ce toponyme, fréquent en Provence, désignait à l'origine des habitations.
40. Froment, A. **Essais ... sur l'incendie de sa patrie la plus haute des villes**. Préface et notes par A. Albert. Grenoble : imp. Edouard Allier, 1868, p. 211.
41. D'après les données de la Carte archéologique, base Patriarche du Ministère de la Culture.
42. Toponymes cités dans les cadastres de 1539 (AC Briançon, CC 521), de 1420-1431 et de 1344 (AC Briançon, CC 520) et dans le censier de 1344 (AC Briançon, CC 512).
43. Elle comprenait un chœur, formé d'une abside pentagonale et d'une travée droite voûtées d'ogives, une longue nef charpentée, deux séries de chapelles latérales, un porche et un clocher-tour.
44. Propriétaire et gestionnaire depuis le XI^e siècle de la quasi-totalité des églises du Briançonnais.
45. Collino, G. **Le carte della prevostura d'Oulx...** Pinerolo, 1908, p. 211-213.
46. Routier, J. **Briançon à travers l'histoire**. Gap, 1981, p. 111.
47. Ces chapelles apparaissent pour la première fois en 1158, dans la pancarte d'Adrien IV (Collino, G. **Le carte della prevostura d'Oulx...** Pinerolo, 1908, p. 143-145) ; elles ne figuraient pas dans la pancarte précédente, donnée en 1148 par Eugène III (Collino, G. **Le carte della prevostura d'Oulx...** Pinerolo, 1908, p. 121-124).
48. La demeure canoniale s'y trouve encore au XIII^e siècle ; en 1221, un acte est passé *infra Ulcensem domum in Amparam* (Collino, G. **Le carte della prevostura d'Oulx...** Pinerolo, 1908, p. 253) ; un autre, en 1223, *infra turrin dominorum canonicorum Ulciensis domus* (Collino, G. **Le carte della prevostura d'Oulx...** Pinerolo, 1908, p. 257).
49. Collino, G. **Le carte della prevostura d'Oulx...** Pinerolo, 1908, p. 5, 6, 11, 12.
50. **Cartulaires de l'église cathédrale de Grenoble dits Cartulaires de Saint-Hugues**. Ed. J. Marion, Paris, 1869, p. 34-48.
51. Cf. Estienne, M.-P., Nicolas, N. **Châteaux médiévaux des Hautes-Alpes**. Gap, 1999, p. 141-142.
52. Puy-Saint-Pierre et Puy-Saint-André sont restés jusqu'au XIV^e siècle rattachés à Briançon ; Cervières et Villard-Saint-Pancrace sont dits *in confinio de Briançone* en 1168 (Collino, G. **Le carte della prevostura d'Oulx...** Pinerolo, 1908, p. 159) ; la Vachette dépendait encore de la paroisse de Briançon au début du XVII^e siècle.
53. Musée des Plans-Reliefs, n^o 422.

54. Confirmation générale donnée par l'archevêque d'Embrun. Collino, G. **Le carte della prevostura d'Oulx...** Pinerolo, 1908, p. 100.
55. AD Isère, B 1360, f° 10.
56. « *in burgo Briançonii prope inferiorem portam* ». Collino, G. **Le carte della prevostura d'Oulx...** Pinerolo, 1908, p. 284-285.
57. C'est-à-dire à but politique, comme les consulats alors actifs dans beaucoup de grandes villes ; texte dans Vaillant, P. **Les libertés des communautés dauphinoises**. Grenoble, 1951, p. 579-580.
58. Cf. **L'Histoire du Dauphiné**, dir. B. Bligny. Toulouse, 1973 ; **Dauphiné, France, de la principauté indépendante à la province (XII^e-XVIII^e siècles)**, dir. V. Chomel. Grenoble, 1999.
59. **Dauphiné, France, de la principauté indépendante à la province (XII^e-XVIII^e siècles)**, dir. V. Chomel. Grenoble, 1999, p. 54 à 60.

RÉSUMÉS

La trame orthogonale du plan de Briançon, d'autant plus étonnante qu'elle se déploie sur un site en forte pente, a été successivement considérée comme un héritage du *vicus* antique et comme une conséquence des reconstructions qui ont suivi les incendies de 1624 et de 1692. Divers témoignages permettent de situer l'agglomération antique dans le quartier rural du Léorat et l'étude de plusieurs pièces des archives communales confirme que le parcellaire existait tel que nous le voyons au milieu du XIV^e siècle. La ville correspond en fait à un bourg marchand créé entre 1196 et 1228 en contrebas du *castrum* perché sur le sommet.

The orthogonal layout of the city of Briançon is astonishing when the city's location, on a steep mountain slope, is considered. This layout has been seen as an inheritance of the antique *vicus* or, alternatively, as a consequence of reconstruction work which followed the fires of 1624 and 1692. Different sources allow us to locate the antique settlement in the rural quarter of the Léorat. The examination of several documents held by the municipal archives reveal that the pattern of land division that is still legible today already existed towards the middle of the fourteenth century. The city in fact corresponds with a market town created between 1196 and 1228 beneath the *castrum* perched on the summit.

INDEX

Mots-clés : Briançon, ville neuve, Durance, Guisane, Cerveyrette, Alpes, plan d'urbanisme, porte Méane, fortification, parcellaire, incendie, alignement, cadastre, habitat, castrum, dauphin, bourg

Keywords : land division

AUTEUR

ELISABETH SAUZE

Conservatrice du patrimoine. Inventaire. Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur.
elisabeth.sauze@culture.gouv.fr